

Richard Ferrand : « Tout est fait pour traverser au mieux la tempête »

Le président de l'Assemblée nationale, qui appelle à respecter les gestes barrière pour éviter un nouveau confinement, salue les premières mesures prises par l'exécutif pour faire face à la crise économique et sociale.

Par Jannick Alimi

Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale, reste l'une des personnalités les plus proches du chef de l'Etat. Pour lui, l'équilibre de la démarche de rassemblement d'Emmanuel Macron est toujours en vigueur et la priorité est de traverser dans la concorde la crise qui s'annonce à la rentrée.

Comment voyez-vous la rentrée ?

RICHARD FERRAND. Le virus dure. L'enjeu est de contenir sa propagation et d'éviter un nouveau confinement. Plus que jamais respecter tous les gestes barrière est impératif. Avec l'aide des scientifiques, prenons toutes les mesures qui soient humainement et économiquement acceptables.

Redoutez-vous une aggravation de la crise économique et sociale ?

Le pire n'est jamais sûr, mais il faut toujours s'y préparer. La confiance des Français est le levier indispensable pour assurer le rebond de l'économie et nous préserver du chômage. Nos compatriotes peuvent avoir la certitude que tout est fait pour enrayer les risques de chômage, sans hausse d'impôts. Des mesures d'une ampleur inédite ont déjà été prises au soutien de certains secteurs et pour l'emploi des jeunes. Tout est fait pour traverser au mieux la tempête.

La réforme de l'indemnisation chômage est reportée. Etes-vous favorable à ce report ?

Oui. Le Premier ministre a donné le coup de gong du dialogue avec les

partenaires sociaux sur l'indemnisation de l'activité partielle de longue durée, sur le bouclier anti-licenciement, sur la jeunesse... Au total, 100 milliards d'euros sont mis sur la table.

Il semble que sur la réforme des retraites, le chef de l'Etat, contrairement au Premier ministre soit favorable à son maintien. Et vous ?

Le combat prioritaire de la rentrée est de faire face à la crise, dans la confiance, l'esprit de concorde et l'union. Continuons néanmoins à travailler à un système de retraite universel par points qui, je le crois, est plus juste, surtout pour les agriculteurs et les salariés dont on a souligné l'engagement en « première ligne », comme les livreurs, les salariés de la grande distribution... Avoir joint le changement de système à la nécessité d'équilibrer les comptes a créé un malentendu. Cette vision, portée par Edouard Philippe, relevait pourtant d'une rationalité incontestable. Les nécessités sont toujours là, seul le calendrier a changé.

Après l'échec de la macronie aux municipales, le chef de l'Etat parle de se réinventer. C'est une réinvention qui passe plutôt par un coup de barre à droite ?

Moi qui navigue un peu, je sais que les coups de barre produisent des ronds dans l'eau. Au contraire l'équilibre de la démarche historique de rassemblement d'Emmanuel Macron demeure ! D'un côté, l'impératif de justice sociale s'est récemment concrétisé par le vote à l'Assemblée d'un cinquième risque de la Sécurité sociale destiné à couvrir la perte d'autonomie de nos aînés et par les mesures en faveur des jeunes. D'un autre, il y a la volonté de relancer par la consommation et l'investissement, sans hausse de fiscalité. La réinvention c'est aussi la méthode du Premier ministre : l'intensification du dialogue avec les organisations syndicales et les territoires. Dans la période précédente ce travail avait été fait mais il était moins lisible.

Le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, fait l'objet d'une plainte pour viol. Doit-il rester au gouvernement ?

Outre la présomption d'innocence, la Justice a déjà classé la plainte sans suite par deux fois et prononcé un non-lieu, rien qui fasse obstacle à un maintien au gouvernement.

La République en Marche est à la peine. Elle n'a plus la majorité absolue à l'Assemblée nationale, une guerre s'est ouverte pour la présidence du groupe...

La majorité vit sans jamais avoir été défaillante. Toutes les lois ainsi que la déclaration de politique générale ont été votées y compris pendant le confinement durant lequel, je tiens à le souligner, l'Assemblée n'a jamais interrompu ses travaux. Gilles Le Gendre, le président des députés marcheurs, a décidé de passer la main en même temps qu'un nouveau gouvernement se mettait en place. Quant à sa succession, je m'en remets à la sagesse collective. La rentrée sur ce plan sera sereine.

Faut-il un changement à la tête du parti LREM ?

Pourquoi ? Stanislas Guerini, son délégué général, fait du bon boulot et il est nécessaire qu'il le poursuive. Il prépare les élections sénatoriales, départementales et régionales. Pour cela, il travaille avec les partis de la majorité pour trouver la manière de représenter partout ses forces dans leurs composantes et leur variété, sur l'inspiration de la liste Renaissance aux européennes qui fut un succès.

Etes-vous favorable à un référendum dans le domaine écologique ?

Je n'ai pas d'opposition de principe au référendum. C'est un exercice encadré par les règles prévues aux articles 11 et 89 de la Constitution, ce qui nécessite un travail préalable très approfondi. Un référendum d'ici à la fin de l'année paraît peu probable. Référendum ou pas, ce qui a été proposé par la Convention citoyenne sera pris en compte scrupuleusement.

Vous venez du Parti socialiste. Pensez-vous que la gauche soit capable de se reconstruire et de s'unir d'ici à 2022 ?

La gauche, comme la sensibilité de droite, est présente dans la politique mise en œuvre, dans la composition du gouvernement et au sein de la majorité. Aux partis des oppositions de démontrer leur capacité à construire un projet alternatif crédible, désigner des personnalités qui l'incarnent de gagner la conviction majoritaire dans le pays. C'est un long chemin.

Quel pourrait être le message d'Emmanuel Macron pour une éventuelle campagne en 2022 ?

Plus qu'un message, il incarne la force tranquille d'une France unie et conquérante.